



13 FEV 2026

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2025

INTRODUCTION

La dynamique de transparence et de redevabilité conduit la Direction Générale du Budget à mettre à la disposition des partenaires techniques et financiers ainsi que du public les données trimestrielles sur l'exécution du budget.

Ainsi le présent rapport décrit le contexte dans lequel la loi des finances rectificative a été élaborée, ensuite fait le point de l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses à fin décembre 2025 débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

i) L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES

L'environnement économique national reste marqué par le train des réformes économiques et financières soutenues par le programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI. La reprise économique devrait se poursuivre, avec une croissance de 2,3% en 2024 et 3,1% en 2025 une inflation de 4,1% en 2024 et de 3,4% en 2025. De même, les perspectives de réduction du déficit public sont améliorées grâce aux mesures en cours visant à accroître sensiblement la mobilisation des recettes intérieures en lien avec les réformes engagées, notamment celles sur les recettes fiscales et non fiscales. La consolidation de la paix et de la sécurité intérieure, l'amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique et en carburant, l'accélération de la mise en œuvre des projets en cours, notamment le corridor Pointe-Noire-Bangui financé par la Banque africaine de développement, constituent autant de facteurs favorables à ces perspectives.

Selon la dernière édition des Perspectives économiques mondiales, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2025, un niveau inférieur à sa moyenne historique de 3,7% sur la période 2000-2019. L'inflation globale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5% en 2026.

Aux États-Unis, la demande sous-jacente reste vigoureuse, ce qui s'explique par de puissants effets de richesse, une orientation moins restrictive de la politique monétaire et des conditions financières favorables. La croissance devrait s'établir à 2,7% en 2025.

En Chine, malgré un contexte de guerre commerciale avec les Etats Unis et une hausse du déficit budgétaire, la croissance économique attendue s'établirait à 5%.

En zone euro, la croissance est estimée à 1% en 2025, tandis que l'inflation globale quant à elle, atteindrait 2,4%.

En Afrique subsaharienne, en raison de la mise en œuvre des réformes difficiles et indispensables pour rétablir la stabilité macroéconomique, le taux de croissance économique devrait se consolider pour atteindre 4,1% en 2025, puis 4,3% en 2026, sur fond de reflux de l'inflation et d'assouplissement des conditions financières. En effet, si la

croissance régionale a été plus faible qu'attendu en 2024, les prévisions ont été revues à la hausse pour 2025 et 2026, à hauteur de +0,2 et 0,3 point de pourcentage respectivement.

Dans la zone CEMAC, la BEAC projette un taux de croissance de 3,2% au cours de l'année 2025 contre 2,7% enregistrés en 2024. Cette prévision optimiste repose principalement sur les différentes initiatives de transformation structurelle en cours d'implémentation dans cet espace communautaire.

L'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC, après avoir amorcé un recul en 2024, reviendrait toujours sous la norme communautaire de 3% au courant de l'année 2025.

ii) LES FACTEURS EXPLICATIFS DU PLFR 2025

La loi de finances 2025, promulguée le 30 décembre 2024 a été élaborée dans un contexte assez difficile marqué par la poursuite des négociations avec le FMI dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et surtout la nécessité de respecter les repères quantitatifs arrêtés de commun accord avec les Partenaires Techniques et Financiers. Il s'agit principalement des objectifs de recettes intérieures collectées et de solde budgétaire primaire intérieur.

Ces contraintes ont conduit à certaines coupes sombres dans les dépenses qui n'ont pas tenu compte des conclusions des conférences budgétaires unifiées. Certaines lignes budgétaires ont été réduites même en-deçà de leur niveau de 2023. Au regard des multiples défis attendus par le Gouvernement au courant de l'année 2025, ces prévisions ne reflètent aucunement la réalité.

A cet effet, il est impératif pour le Gouvernement de soumettre à l'examen de l'Assemblée Nationale, un projet du collectif budgétaire qui devrait prendre en compte :

Du côté des charges

- Une augmentation des charges de personnel qui prend en compte la vague de nouveaux intégrés dans la Fonction Publique ;
- Une hausse des prévisions des dépenses de pensions ;
- Une révision de la ligne budgétaire relative aux commissions de syndication, au regard du montant que le Gouvernement compte mobiliser au courant de l'exercice ;
- Une prise en compte des dépenses liées aux échéances électorales, à l'organisation du Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) qui se tiendra à Bangui, ainsi que la réhabilitation du siège de cette institution ;
- L'ouverture d'une ligne budgétaire pour les dépenses liées à l'organisation de la rencontre annuelle des Gouverneurs africains du FMI et de la Banque Mondiale (CAUCUS Africain) qui aura lieu à Bangui.

Du côté des ressources

- Une révision à la hausse des prévisions des appuis budgétaires ;
- La prise en compte des ressources tirées de la vente du don de pétrole par la Russie ;
- Une actualisation du niveau des recettes des droits administratifs dans les départements sectoriels afin de revoir en hausse les recettes domestiques.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances Rectificative 2025 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires du Collectif Budgétaire 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2025
Ressources budgétaires	367 200 000
Ressources propres	186 000 000
Douanes	70 315 940
Impôts	70 342 588
Trésor	45 341 472
Ressources extérieures	181 200 000
Appuis budgétaires	44 800 000
Appuis projets	136 400 000
Dons projets	128 900 000
Emprunts projets	7 500 000
Charges Budgétaires	384 383 284
Dépenses primaires	225 966 454
Dépenses de Personnel	109 256 500
Dépenses de Biens et Services	46 041 255
Dépenses de Transferts	61 875 387
Investissement sur ressources propres	8 793 312
Charges Financières	22 016 830
Financement Extérieur	136 400 000
Solde budgétaire global	- 17 183 284

Source : LFR 2025

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie du Collectif Budgétaire 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2025
Ressources de trésorerie	80 000 000
Titres publics	80 000 000
Charges de trésorerie	62 816 716
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260
Remboursements dette intérieure	3 657 160
Remboursements Titres publics	37 438 500
AFRILAND	337 520
Remboursement des arriérés	8 751 756
Crédits consolidés BEAC	3 761 520
Solde de Trésorerie	17 183 284

Source : LFR 2025

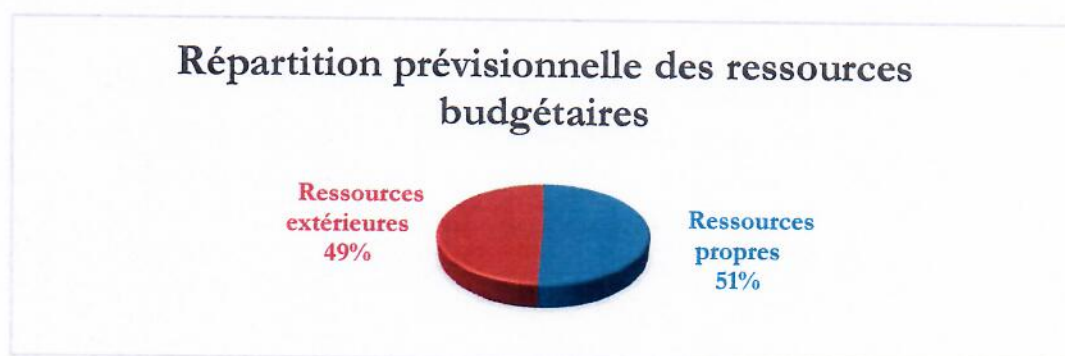
II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

A fin décembre 2025, sur une prévision annuelle de 367,20 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 304,40 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (186,67 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (117,74 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 82,90%, en deçà de la cible prévisionnelle annuelle.

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 20,89% a été constatée. Cette hausse se justifie par une augmentation des recettes domestiques.

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires



Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 31 décembre 2025 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires à fin décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 2e semestre 2025	Réalisation à fin décembre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	251 812 043	367 200 000	128 787 449	175 618 531	304 405 981	82,90%
Ressources propres	158 135 999	186 000 000	93 318 000	93 065 600	186 668 600	100,36%
Douanes	54 148 999	70 315 940	31 958 000	35 905 000	67 863 000	96,51%
Impôts	57 799 000	70 342 588	34 673 000	38 108 000	72 781 000	103,47%
Trésor	46 188 000	45 341 472	26 687 000	19337 600	46 024 600	101,51%
Ressources extérieures	93 676 044	181 200 000	35 469 449	82 267 931	117 737 381	64,98%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	47 982 000	44 800 000	12 021 000	18 268 000	30 289 000	67,61%
Appuis projets	45 694 044	136 400 000	23 448 449	63 999 931	87 448 381	64,11%
Dons projets	45 528 391	128 900 000	23 448 449	63 999 931	87 448 381	67,84%
Emprunts projets	165 653	7 500 000			-	0,00%

Sources : LFR 2025, PLT et DGPB (MEPCI)

1) Les ressources propres

A la fin de l'année 2025, les différentes régies ont mobilisé la somme de 186,67 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 100,36% dépassant légèrement la cible visée. En comparaison à la mobilisation au 31 décembre 2024, une hausse de 18,04% a été constatée.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 31 décembre 2025, la DGDDI a recouvré la somme de 67,86 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 70,31 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 96,51% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 25,33% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie essentiellement par une forte augmentation des recettes fiscales et des droits de sorties.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 2e semestre 2025	Réalisation à fin décembre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	45 528 573	60 166 197	26 694 129	30 722 299	57 416 427	95,43%
Droits de sorties	1 141 635	1 435 957	1 897 723	733 234	2 630 957	183,22%
Amendes et pénalités	1 799 984	944 544	1 022 832	482 307	1 505 139	159,35%
Recettes affectées	4 190 300	6 005 993	1 607 311	3 066 804	4 674 115	77,82%
Autres Recettes	1 488 507	1 763 248	736 005	900 357	1 636 362	92,80%
TOTAL	54 148 999	70 315 940	31 958 000	35 905 000	67 863 000	96,51%

Sources : LFR 2025, DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A fin décembre 2025, sur une prévision de 70,34 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 72,78 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 103,47% supérieur à la cible souhaitée.

En comparaison au niveau de recouvrement au 31 décembre de l'année dernière, une hausse de 25,92% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique à fin décembre 2025 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 2e semestre 2025	Réalisation à fin décembre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	51 534 988	66 169 103	30 741 690	33 569 173	64 310 864	97,19%
Recettes non fiscales	5 000 285	3 158 621	2 967 415	3 574 275	6 541 690	207,11%
Recettes sur exercices antérieurs	715 100		511 678	460 831	972 509	
Produits divers et exceptionnels	548 627	1 014 864	452 216	503 721	955 937	94,19%
TOTAL	57 799 000	70 342 588	34 673 000	38 108 000	72 781 000	103,47%

Sources : LFR 2025, PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 31 décembre 2025, la DGTCP a mobilisé au total 46,02 milliards de francs CFA sur une prévision de 45,34 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 101,51%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une baisse de 0,35% a été constatée.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à la fin de l'année 2025 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 2e semestre 2025	Réalisation à fin décembre 2025	Taux réalisation
Recettes fiscales		1 398 518	1 756 000	587 661	2 343 661	167,58%
Recettes non fiscales	33 472 000	37 834 210	20 374 000	15 898 030	36 272 030	95,87%
Produits exceptionnels	10 473 259	2 638 458	2 348 000	1 108 687	3 456 687	131,01%
Taxes et Redevances	1 125 536	1 301 698	1 400 000	546 977	1 946 977	149,57%
Produits financiers	1 117 205	2 168 587	809 000	1 196 246	2 005 246	92,47%
TOTAL	46 188 000	45 341 472	26 687 000	19 337 600	46 024 600	101,51%

Sources : LFR 2025, PLT

2) Les ressources extérieures

Au 31 décembre 2025, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 117,74 milliards de francs CFA sur une prévision de 181,20 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 64,98% très en deçà de la cible. Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (30,29 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (87,45 milliards de francs CFA).

En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la période, une hausse de 25,69% a été constatée justifiées par une forte mobilisation des appuis projets.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

A la fin de l'année 2025, sur une prévision annuelle de 384,38 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 302,74 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 78,76%.

Ce faible niveau d'exécution est visible sur les rubriques des dépenses des Biens et services et celles des Financements extérieurs.

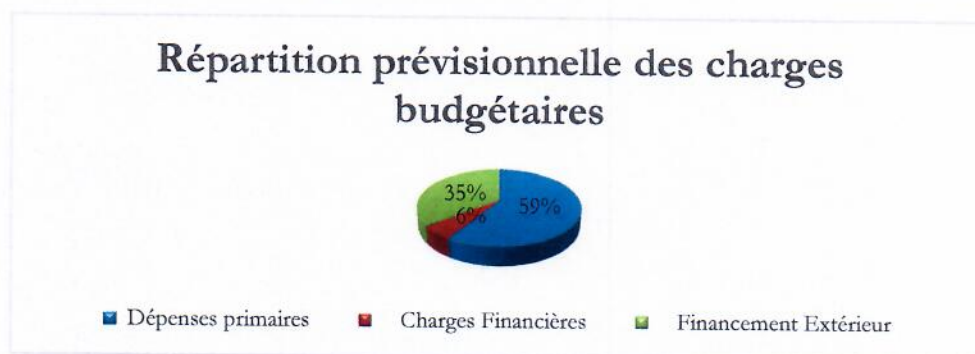
Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses ordonnancées de l'Etat au 31 décembre 2025 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre à fin décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation à fin décembre 2024	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 2e semestre 2025	Réalisation à fin décembre 2025	Taux de réalisation
CHARGES BUDGETAIRES	238 327 674	384 383 284	128 114 940	174 629 224	302 744 165	78,76%
Dépenses primaires	192 633 630	225 966 454	104 666 491	110 629 293	215 295 784	95,28%
Personnel	96 030 675	109 256 500	58 363 101	58 468 527	116 831 628	106,93%
Biens et Services	37 076 261	46 041 255	17 288 399	16 493 628	33 782 027	73,37%
Transferts et subventions	47 496 804	61 875 387	25 672 404	30 307 394	55 979 798	90,47%
Investissement sur ressources propres	12 029 890	8 793 312	3 342 587	5 359 744	8 702 331	98,97%
Charges Financières		22 016 830			-	0,00%
Financements extérieurs	45 694 044	136 400 000	23 448 449	63 999 931	87 448 381	64,11%
Personnel		12 806 000	2 761 867	6 096 155	8 858 021	69,17%
Biens et Services		5 290 000			-	0,00%
Investissements	45 694 044	118 304 000	20 686 583	57 903 777	78 590 360	66,43%
Solde budgétaire	13 484 369	- 17 183 284	672 509	989 307	1 661 816	

Sources : LFR 2025, DGB et DGPB (MEPCI)

Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



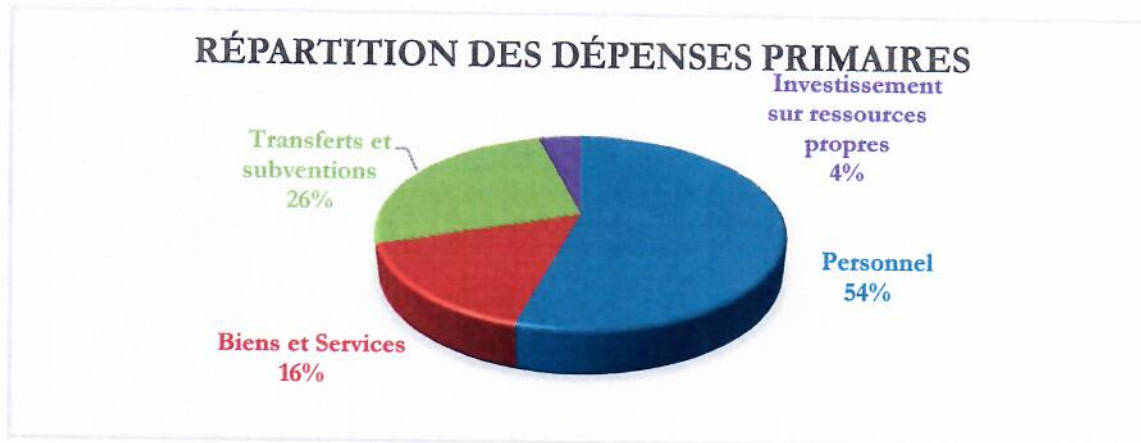
II.2.1) Les dépenses primaires

A fin décembre 2025, les dépenses primaires ordonnancées s'élèvent à l'ordre de 215,29 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 225,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 95,28%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 11,76% a été constatée.

Le graphique ci-dessous décrit la répartition des dépenses primaires ordonnancées par titre :

Figure 3 : Répartition des dépenses primaires exécutées à fin septembre 2025



a) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 109,26 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel à fin décembre 2025 s'élèvent à hauteur de 116,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 106,93% supérieur à la cible.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 21,66% a été constatée.

Cette augmentation se justifie de l'effet de la vague de nouvelles intégrations dans la Fonction publique.

b) Les dépenses des biens et services

A fin décembre 2025, sur une prévision de 46,04 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 33,78 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 73,37%, inférieur à la cible.

En comparaison à l'exécution de la même période de l'année 2024, une baisse de 8,89% a été observée.

c) Les dépenses de transferts

Au 31 décembre 2025, les dépenses de transferts ordonnancées sont exécutées à hauteur de 55,98 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 61,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 90,47%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une hausse de 17,86% a été constatée.

Cette hausse se justifie par l'accroissement des dépenses des pensions ainsi que celles liées aux préparatifs du CAUCUS AFRICAÏN et le sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC.

d) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 31 décembre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources propres ordonnancées ont été exécutées à hauteur de 8,70 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 8,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 98,97%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, une baisse de 27,66% a été observée.

II.2.1) Les Charges financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. A fin décembre 2025, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

II.2.3) Les dépenses sur Financement extérieur

A fin décembre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 87,45 milliards de francs CFA sur une prévision de 136,40 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 64,11%.

Ces dépenses sont constituées des dépenses du personnel (8,86 milliards de francs CFA) et des dépenses d'investissement (78,59 milliards de francs CFA).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2025 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 80 milliards de francs CFA. A la fin de l'année 2025, les ressources de trésorerie mobilisées s'élèvent à hauteur de 252,22 milliards de francs CFA constituées de Titres publics (151,51 milliards de francs CFA) et du Tirage spécial (100,70 milliards de francs CFA).

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 31 décembre 2025, sur une prévision de 62,82 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 184,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de plus de 290%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions Collectif 2025	Réalisations au 1er semestre 2025	Réalisations au 2e semestre 2025	Réalisations à fin décembre 2025	Taux
Charges de trésorerie	62 816 716	84 872 000	99 914 000	184 786 000	294,17%
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260	12 775 000	3 792 000	16 567 000	186,77%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	5 061 000		5 061 000	138,39%
Remboursements Titres publics	37 438 500	28 750 000	34 935 000	63 685 000	170,11%
AFRILAND	337 520	492 000	492 000	984 000	291,54%
Remboursement des arriérés	8 751 756	-		-	
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	937 000	1 874 000	2 811 000	74,73%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		36 857 000	58 821 000	95 678 000	

Sources : LFR 2025 et PLT

IV) Analyse des dépenses spécifiques

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

A la fin de l'année 2025, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 8,71 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Exécution OP à fin décembre 2024	Prévision Collectif 2025	Exécution OP au 1er semestre 2025	Exécution OP au 2e semestre 2025	Exécution OP à fin décembre 2025	Taux d'exécution
Charges Financières		22 016 830			-	0,00%
Biens et services	5 532 996	46 041 255	5 509 877	1 474 159	6 984 035	15,17%
Intervention	1 707 531	61 875 387	1 406 675	322 370	1 729 045	2,79%
Investissement sur BEC		8 793 312			-	0,00%
Total	7 240 527	138 726 784	6 916 552	1 796 528	8 713 080	6,28%

Sources : LFR 2025 et DGB

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Au 31 décembre 2025, les différents secteurs de la Classification fonctionnelle ont connu un niveau d'exécution divers et variés.

Le tableau ci-dessous donne une description des dépenses exécutées de ces différents secteurs par Division et par Groupe allant de l'Engagement jusqu'au Paiement :

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévisions LFR	Engagé	Ordonnancé	Réglé
01	Services généraux des administrations publiques	262 302 633	126 355 314	122 984 528	90 613 468
011	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaire	188 822 043	98 527 216	96 137 020	74 735 031
012	Aide économique extérieure	2 827 500	13 715	11 996	165
013	Services généraux	37 348 060	18 549 271	18 011 786	9 701 858
014	Recherche fondamentale	20 000	-	-	-
015	R-D concernant des services généraux des administrations publiques	410 300	410 149	331 074	100 517

016	Services généraux des administrations publiques nca	1 644 900	377 170	367 946	139 615
017	Opérations concernant la dette publique	22 606 830	335 000	335 000	149 393
018	Transferts de caractère général entre administrations publiques	8 623 000	8 142 792	7 789 706	5 786 888
02	Défense	26 947 377	26 185 546	25 273 007	16 445 936
021	Défense militaire	25 761 127	25 168 372	24 267 437	15 856 267
022	Défense civile	148 000	93 732	82 467	21 556
024	R-D concernant la défense	1 010 000	896 442	896 478	554 363
025	Défense nca	28 250	27 000	26 625	13 750
03	Ordre et sécurité publics	15 856 769	12 214 757	12 040 176	9 882 239
031	Services de police	13 375 439	11 148 868	11 049 150	9 433 281
032	Services de protection civile	946 705	596 975	538 043	226 062
033	Tribunaux	182 375	181 809	180 109	146 355
034	Administration pénitentiaire	1 342 250	277 105	263 249	73 279
036	Ordre et sécurité publics nca	10 000	10 000	9 625	3 263
04	Affaires économiques	30 600 239	1 995 746	1 824 249	491 596
041	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	19 750	13 169	12 419	3 241
042	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	21 414 850	53 642	53 117	25 045
043	Combustibles et énergie	3 147 139	35 289	19 459	-
044	Industries extractives et manufacturières, construction	169 650	119 996	112 497	69 825
045	Transports	5 378 000	1 308 134	1 162 491	87 986
046	Communications	4 500	1 999	1 999	-
047	Autres branches d'activité	4 900	4 893	4 893	2 014
048	R-D concernant les affaires économiques	461 450	458 625	457 375	303 485
05	Protection de l'environnement	81 688	67 060	55 286	34 695
054	Préservation de la diversité biologique et protection de la	51 163	46 008	45 683	31 215
055	R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	30 525	21 052	9 603	3 480
06	Logements et équipements collectifs	716 968	588 780	588 780	277 173
061	Logements	206 046	158 323	158 323	88 181
062	Équipements collectifs	396 375	323 182	323 182	102 632
063	Alimentation en eau	109 797	105 900	105 900	86 150
064	Éclairage public	4 250	1 125	1 125	-
065	R-D dans le domaine du logement et des équipements collectif	500	250	250	210
07	Santé	11 690 057	3 215 618	2 736 984	1 005 795
071	Produits, appareils et matériels médicaux	55 000	54 993	54 993	35 713
072	Services ambulatoires	4 543 750	43 742	42 492	10 029
073	Services hospitaliers	1 532 450	1 322 603	977 084	203 855
074	Services de santé publique	708 157	684 761	572 002	115 494
075	R-D dans le domaine de la santé	4 160 700	585 776	566 670	120 952

076	Santé nca	690 000	523 743	523 743	519 752
08	Loisirs, culture et culte	2 315 551	2 110 952	1 852 342	1 120 244
081	Services récréatifs et sportifs	696 500	685 246	460 016	44 007
082	Services culturels	31 000	22 074	10 783	3 591
083	Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	338 695	305 642	288 905	204 261
084	Culte et autres services communautaires	1 000	1 000	-	-
085	R-D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	3 000	3 000	1 500	1 261
086	Loisirs, culture et culte nca	1 245 356	1 093 990	1 091 138	867 124
09	Enseignement	30 222 858	20 551 274	20 149 560	15 945 550
091	Enseignement préélémentaire et primaire	5 276 600	1 245 387	1 185 143	1 100 000
092	Enseignement secondaire	33 500	33 494	33 494	10 971
094	Enseignement supérieur	4 249 256	4 109 044	3 850 088	1 974 134
095	Enseignement non défini par niveau	14 858 852	12 453 578	12 420 030	11 080 138
096	Services annexes à l'enseignement	33 000	31 483	31 483	750
097	R-D dans le domaine de l'enseignement	5 731 150	2 638 544	2 589 578	1 756 819
098	Enseignement nca	40 500	39 745	39 745	22 739
10	Protection sociale	3 734 146	209 044	186 613	96 293
104	Famille et enfants	161 750	145 066	122 636	49 663
108	R-D dans le domaine de la protection sociale	30 000	30 000	30 000	30 000
109	Protection sociale nca	3 542 396	33 977	33 977	16 630
Total général		384 468 284	193 494 091	187 691 525	135 912 990

Source : DGB

Au 31 décembre 2025, les crédits ouverts au titre de la LFR s'élèvent à **384,47 milliards de FCFA**.

L'exécution se présente comme suit :

- **Montant engagé** : 193,49 milliards FCFA (50,33%)
- **Montant ordonnancé** : 187,69 milliards FCFA (48,82%)
- **Montant réglé** : 135,91 milliards FCFA (35,34%)

Il ressort :

- Un écart significatif entre les prévisions et l'ordonnancement ;
- Un différentiel notable entre ordonnancement et paiement, traduisant des contraintes de trésorerie et des arbitrages en cours d'exercice.

a. Analyse comparative des principales fonctions

1. Services généraux des administrations publiques (CFAP 01)

- **Prévisions** : 262,30 milliards FCFA ($\approx 68\%$ du budget total)
- **Ordonncé** : 122,98 milliards FCFA
- **Réglé** : 90,61 milliards FCFA

Cette fonction concentre la part la plus importante des crédits budgétaires.

Elle couvre notamment :

- Le fonctionnement des organes exécutifs et législatifs ;
- Les services administratifs généraux ;
- Les transferts inter-administrations ;
- Certaines opérations relatives à la dette.

Cette forte concentration s'explique par :

- La centralisation institutionnelle ;
- Le poids des charges récurrentes ;
- Les engagements liés aux fonctions de souveraineté et de coordination de l'État.

2. Défense (CFAP 02)

- **Prévisions** : 26,95 milliards FCFA
- **Ordonné** : 25,27 milliards FCFA
- **Taux d'exécution** : 93,8%

L'exécution élevée traduit la priorité accordée au secteur sécuritaire dans le contexte national.

3. Ordre et sécurité publics (CFAP 03)

- **Prévisions** : 15,86 milliards FCFA
- **Ordonné** : 12,04 milliards FCFA
- **Taux d'exécution** : 75,9%

Bonne dynamique globale, avec une exécution soutenue pour la police et les tribunaux.

4. Affaires économiques (CFAP 04)

- **Prévisions** : 30,60 milliards FCFA
- **Ordonné** : 1,82 milliard FCFA
- **Taux d'exécution** : 5,9%

Cette sous-exécution particulièrement marquée concerne :

- L'agriculture ;
- L'énergie ;
- Les transports ;
- Les secteurs productifs.

Elle s'explique principalement par :

- La faible mobilisation des financements extérieurs ;
- Le retard d'exécution des projets d'investissement ;
- Les difficultés de remontée d'information des Unités de Gestion de Projets (UGP).

5. Fonctions sociales

Santé (CFAP 07)

- **Prévisions** : 11,69 milliards FCFA
- **Ordonné** : 2,73 milliards FCFA
- **Taux d'exécution** : 23,4%

Enseignement (CFAP 09)

- **Prévisions** : 30,22 milliards FCFA
- **Ordonné** : 20,15 milliards FCFA
- **Taux d'exécution** : 66,7%

Protection sociale (CFAP 10)

- **Prévisions** : 3,73 milliards FCFA
- **Ordonné** : 0,18 milliard FCFA
- **Taux d'exécution** : 5%

Ces écarts traduisent :

- Une dépendance significative aux ressources extérieures ;
- Des arbitrages de trésorerie en faveur des charges incompressibles ;
- Une capacité d'absorption encore limitée dans certains ministères sectoriels.

b. Justification des écarts observés

Les écarts entre les Services généraux et les autres fonctions s'expliquent par plusieurs facteurs structurels :

1. Centralisation budgétaire

Les crédits relatifs aux institutions et aux charges transversales sont concentrés dans la fonction 01, ce qui augmente mécaniquement son poids relatif.

2. Priorité aux fonctions régaliennes

Dans le contexte national, la Défense et la Sécurité bénéficient d'un traitement prioritaire, impactant la répartition effective des paiements.

3. Faible mobilisation des ressources extérieures

Le taux de mobilisation des ressources extérieures s'établit à 64,98%, ce qui affecte directement :

- Les affaires économiques ;
- Les investissements sociaux ;
- Les programmes sectoriels.

4. Contraintes de trésorerie

L'écart entre ordonnancement et règlement révèle :

- Des tensions de liquidité ;
- Une priorisation des dépenses récurrentes (personnel, sécurité, administration).

c. Propositions d'amélioration

Afin d'assurer un meilleur équilibre fonctionnel et préparer la transition vers le budget-programme, il est proposé :

1. Rééquilibrage progressif vers les fonctions productives

- Définir un seuil minimal d'exécution trimestrielle pour les Affaires économiques ;
- Prioriser les investissements à fort impact socio-économique.

2. Sanctuarisation des dépenses sociales prioritaires

- Instaurer un plancher trimestriel pour Santé, Enseignement et Protection sociale ;
- Mettre en place un tableau de bord CFAP trimestriel.

3. Renforcement du suivi des financements extérieurs

- Intégration systématique des UGP dans la chaîne d'exécution budgétaire ;
- Réconciliation périodique des données entre DGB, DGPB et MEPCI.

4. Accélération de la déconcentration de l'ordonnancement

- Responsabilisation accrue des ministères sectoriels ;
- Amélioration du pilotage par performance.

5. Institutionnalisation d'un suivi stratégique CFAP

- Présentation trimestrielle de la situation CFAP au Comité Technique de Trésorerie ;
- Suivi d'indicateurs d'exécution hors Services généraux.

En conclusion l'analyse CFAP au 31 décembre 2025 met en évidence :

- une concentration significative des crédits sur les Services généraux ;
- une exécution satisfaisante des fonctions régaliennes ;
- une sous-exécution préoccupante des fonctions économiques et sociales.

Dans la perspective de la mise en œuvre du budget-programme et de l'atteinte des objectifs de transformation structurelle, un rééquilibrage progressif et un renforcement du pilotage par performance s'avèrent indispensables.

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 121,84 milliards de francs CFA et leur exécution à fin décembre 2025 se chiffre à 72,68 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,65%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

A fin décembre 2025, l'exécution des dépenses sociales liée aux charges du personnel s'élèvent à hauteur de 27,46 milliards de francs CFA sur une prévision de 29,10 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 94,36%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 11,49 milliards de francs CFA, les dépenses ordonnancées des biens et services des secteurs sociaux au 31 décembre 2025 se chiffrent à 7,34 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 63,86%.

c) Transferts

A la fin de l'année 2025, sur une prévision annuelle de 8,43 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts base ordonnancement a atteint le montant de 7,33 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 87%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 31 décembre 2025 s'élève à 30,55 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 72,82 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 41,95%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales à la fin de l'année 2025 (en milliers de francs CFA)

	Dotation Collectif 2025	Réalisations au 1er Semestre 2025	Réalisations au 2e semestre 2025	Réalisations à fin décembre 2025	Taux d'exécution
Education	40 349 624	14 933 310	11 439 495	26 372 805	65,36%
Titre II: Personnel	21 287 368	10 622 965	8 897 435	19 520 400	91,70%
Titre III: Biens et Services	3 721 256	1 604 220	983 991	2 588 211	69,55%
Titre IV: Transferts	3 191 000	1 208 723	1 543 560	2 752 283	86,25%
Titre V: Investissements	12 150 000	1 497 402	14 509	1 511 911	12,44%
<i>Sur ressources propres</i>	350 000		14 509	14 509	4,15%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 800 000	1 497 402		1 497 402	12,69%
Santé	30 698 120	5 484 720	7 285 878	12 770 597	41,60%
Titre II: Personnel	5 271 608	2 476 328	2 370 270	4 846 598	91,94%
Titre III: Biens et Services	6 472 512	1 241 825	2 767 859	4 009 684	61,95%
Titre IV: Transferts	2 754 000	159 000	2 147 748	2 306 748	83,76%
Titre V: Investissements	16 200 000	1 607 567	-	1 607 567	9,92%
<i>Sur ressources propres</i>				-	
<i>Sur ressources extérieures</i>	16 200 000	1 607 567		1 607 567	9,92%
Action Humanitaire	1 982 001	627 615	1 016 554	1 644 169	82,96%
Titre II: Personnel	289 388	178 119	308 264	486 383	168,07%
Titre III: Biens et Services	122 863	9 734	75 427	85 160	69,31%
Titre IV: Transferts	555 750	253 870	301 876	555 746	100,00%
Titre V: Investissements	1 014 000	185 892	330 988	516 880	50,97%
<i>Sur ressources propres</i>	14 000		13 998	13 998	99,99%
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000	185 892	316 990	502 882	50,29%
Promotion du Genre	5 025 813	489 884	834 351	1 324 235	26,35%
Titre II: Personnel	382 053	206 955	298 724	505 679	132,36%
Titre III: Biens et Services	151 550	23 095	54 444	77 539	51,16%
Titre IV: Transferts	405 000	81 267	294 432	375 699	92,77%
Titre V: Investissements	4 087 210	178 567	186 751	365 318	8,94%
<i>Sur ressources propres</i>	87 210		78 034	78 034	89,48%
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 000 000	178 567	108 717	287 284	7,18%
Développement Rural	29 463 002	3 083 792	18 561 406	21 645 198	73,47%
Titre II: Personnel	785 476	435 978	514 986	950 964	121,07%
Titre III: Biens et Services	317 961	12 754	55 096	67 850	21,34%
Titre IV: Transferts	1 135 915	835 998	158 583	994 580	87,56%
Titre V: Investissements	27 223 650	1 799 062	17 832 742	19 631 804	72,11%
<i>Sur ressources propres</i>	398 650	320 544	29 039	349 583	87,69%

<i>Sur ressources extérieures</i>	26 825 000	1 478 518	17 803 703	19 282 221	71,88%
Elevage et Santé Animale	1 117 453	346 906	451 554	798 460	71,45%
Titre II: Personnel	460 778	243 677	307 257	550 934	119,57%
Titre III: Biens et Services	124 175	17 397	56 306	73 703	59,35%
Titre IV: Transferts	127 500	59 840	62 000	121 840	95,56%
Titre V: Investissements	405 000	25 992	25 992	51 984	12,84%
<i>Sur ressources propres</i>	30 000	25 992	25 992	51 984	173,28%
<i>Sur ressources extérieures</i>	375 000			-	0,00%
Energie	12 749 025	1 417 682	6 306 015	7 723 696	60,58%
Titre II: Personnel	293 825	135 380	148 736	284 115	96,70%
Titre III: Biens et Services	538 300	126 643	302 459	429 102	79,71%
Titre IV: Transferts	184 400	91 299	67 200	158 499	85,95%
Titre V: Investissements	11 732 500	1 064 360	5 787 620	6 851 980	58,40%
<i>Sur ressources propres</i>	532 500		348 968	348 968	65,53%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 200 000	1 064 360	5 438 652	6 503 012	58,06%
PME-PMI	459 281	227 466	173 096	400 561	87,21%
Titre II: Personnel	331 971	160 386	156 044	316 430	95,32%
Titre III: Biens et Services	42 850	-	7 056	7 056	16,47%
Titre IV: Transferts	74 460	67 080		67 080	90,09%
Titre V: Investissements	10 000	-	9 996	9 996	99,96%
<i>Sur ressources propres</i>	10 000		9 996	9 996	99,96%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
Total Personnel	29 102 467	14 459 788	13 001 715	27 461 503	94,36%
Total Biens et Services	11 491 467	3 035 667	4 302 638	7 338 305	63,86%
Total Transferts	8 428 025	2 757 076	4 575 399	7 332 475	87,00%
Total Investissements	72 822 360	6 358 842	24 188 597	30 547 439	41,95%
<i>Sur ressources propres</i>	1 422 360	346 536	520 535	867 071	60,96%
<i>Sur ressources extérieures</i>	71 400 000	6 012 306	23 668 062	29 680 368	41,57%
TOTAL GENERAL	121 844 319	26 611 373	46 068 349	72 679 722	59,65%

Sources : LFR 2025, DGB et DGPE (MEPCI)

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 31 décembre 2025, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 304,40 milliards de francs CFA et 302,74 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 1,66 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 186,67 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires ordonnancées, elles se chiffrent à hauteur de 215,29 milliards de francs CFA, dégagant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 28,63 milliards de CFA.

M

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 31 décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévision Collectif 2025	Réalisation au 1er semestre 2025	Réalisation au 2e semestre 2025	Réalisation à fin décembre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES	367 200 000	128 787 449	175 618 531	304 405 981	82,90%
Ressources propres	186 000 000	93 318 000	93 350 600	186 668 600	100,36%
Douanes	70 315 940	31 958 000	35 905 000	67 863 000	96,51%
Impôts	70 342 588	34 673 000	38 108 000	72 781 000	103,47%
Trésor	45 341 472	26 687 000	19 337 600	46 024 600	101,51%
Ressources extérieures	181 200 000	35 469 449	82 267 931	117 737 381	64,98%
Appuis budgétaires	44 800 000	12 021 000	18 268 000	30 289 000	67,61%
Appuis projets	136 400 000	23 448 449	63 999 931	87 448 381	64,11%
Dons projets	128 900 000	23 448 449	63 999 931	87 448 381	67,84%
Emprunts projets	7 500 000	-	-	-	0,00%
CHARGES	384 383 284	128 114 940	174 629 224	302 744 165	78,76%
Dépenses primaires	225 966 454	104 666 491	110 629 293	215 295 784	95,28%
Personnel	109 256 500	58 363 101	58 468 527	116 831 628	106,93%
Biens et Services	46 041 255	17 288 399	16 493 628	33 782 027	73,37%
Transferts et subventions	61 875 387	25 672 404	30 307 394	55 979 798	90,47%
Investissement sur ressources propres	8 793 312	3 342 587	5 359 744	8 702 331	98,97%
Charges Financières	22 016 830			-	0,00%
Financements extérieurs	136 400 000	23 448 449	63 999 931	87 448 381	64,11%
Solde budgétaire global	- 17 183 284	672 509	989 307	1 661 816	
Solde primaire	- 39 966 454	- 11 348 491	- 17 278 693	- 28 627 184	

Sources : LFR 2025, PLT, DGB et DGPE (MEPCI)

V.2. Solde de trésorerie

A fin décembre 2025, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 252,22 milliards de francs CFA et 184,79 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 67,43 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie à fin décembre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions Collectif 2025	Réalisations au 1er semestre 2025	Réalisations au 2e semestre 2025	Réalisations à fin décembre 2025	Taux
Ressources de trésorerie	80 000 000	89 892 000	162 324 000	252 216 000	315,27%
Titres publics	80 000 000	59 692 000	91 822 000	151 514 000	189,39%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		30 200 000	70 502 000	100 702 000	
Charges de trésorerie	62 816 716	84 872 000	99 914 000	184 786 000	294,17%
Remboursements emprunts extérieurs	8 870 260	12 775 000	3 792 000	16 567 000	186,77%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	5 061 000		5 061 000	138,39%
Remboursements Titres publics	37 438 500	28 750 000	34 935 000	63 685 000	170,11%
AFRILAND	337 520	492 000	492 000	984 000	291,54%
Remboursement des arriérés	8 751 756	-		-	
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	937 000	1 874 000	2 811 000	74,73%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		36 857 000	58 821 000	95 678 000	
Solde de Trésorerie	17 183 284	5 020 000	62 410 000	67 430 000	

Sources : LFR 2025 et PLT

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

L'exécution du budget a été influencée par une faible mobilisation des ressources extérieures entraînant une baisse du niveau d'exécution des dépenses sociales. Au cours de cette année certaines difficultés ont été constatées, notamment :

- Une faible mobilisation des ressources extérieures ;
- Une sous-exécution des dépenses sociales prioritaires ;
- Des difficultés à collecter les données relatives à l'exécution des dépenses financées sur ressources extérieures dues à un manque de synergies entre les Unités de Gestion de Projets (UGP) et la chaîne d'exécution budgétaire ;
- Les charges financières non régularisées impactant le niveau réel d'exécution budgétaire.

Afin de continuer la mise en œuvre des réformes entreprises et de palier à ces difficultés il est nécessaire de :

- Mettre en place un suivi trimestriel spécifique des projets financés sur ressources extérieures incluant les UGP ;
- Encourager les ministères sectoriels à transmettre plus rapidement les pièces justificatives, notamment dans les secteurs sociaux ;
- Renforcer le pilotage de la dépense sociale en créant un comité de suivi des dépenses sociales prioritaires, avec indicateurs de performance ;
- Poursuivre le processus de déconcentration de la fonction d'ordonnateur à d'autres ministères sectoriels.


Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 31 décembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 474 634	3 474 127	2 941 049
02	ASSEMBLEE NATIONALE	213 502	214 794	188 337
03	PRIMATURE	1 182 339	1 182 339	919 004
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	380 814	380 814	263 095
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	125 117	125 117	102 955
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	141 360	141 360	118 509
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	102 805	102 805	92 161
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	261 672	261 672	213 453
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	645	645	
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	393 369	393 369	343 957
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	4 002 331	4 002 331	3 346 901
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 439 124	1 438 541	1 273 247
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	4 122 344	3 918 440	3 205 860
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	49 789 834	49 686 208	44 230 829
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	249 409	249 409	228 676
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	11 529 155	11 529 155	10 342 841
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	4 876 902	4 707 102	4 143 317
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	686 704	681 704	614 008
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	643 718	643 718	581 054
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	458 146	458 044	411 692
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	14 983 616	14 980 866	14 263 853
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 853 417	4 853 417	3 936 608
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	495 439	494 999	445 853
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	572 923	572 923	513 970
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	4 293 566	4 262 024	3 673 195
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	489 608	489 608	439 845
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	507 298	507 298	456 879
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	338 348	338 348	304 739
81	MINISTERE DE L'URBANISME	442 364	442 364	393 786
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	579 052	579 052	518 682
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	381 746	381 746	340 170
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	284 115	284 115	255 880
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	402 732	402 732	475 759
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	662 842	662 842	527 518
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	318 394	318 394	286 320
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	949 974	949 577	835 841
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	551 764	551 764	493 083
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	982 375	964 875	884 183
95	MINISTERE DU TOURISME	811 411	811 172	733 937
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	391 818	391 818	345 265
TOTAL GENERAL		117 366 726	116 831 628	103 686 311

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 31 décembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	4 369 203	4 212 736	3 864 823
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 243 300	5 093 072	4 475 880
02	ASSEMBLEE NATIONALE	155 123	122 153	71 496
03	PRIMATURE	1 824 055	1 787 879	1 368 794
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	67 638	45 106	16 047
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	-
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	29 563	14 592	15 661
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	10 315	10 315	3 000
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	23 868	12 621	19 326
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	7 215	7 215	-
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	-
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	218 313	171 831	171 306
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	508 025	468 464	441 349
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	137 658	75 155	53 254
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	835 314	764 995	529 392
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	5 690 109	5 544 375	4 575 774
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	101 746	67 188	35 519
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 817 104	2 794 618	2 147 961
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 675 003	2 560 408	2 073 309
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	206 154	114 758	23 788
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	79 741	50 822	33 698
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	72 989	37 119	10 049
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 655 904	2 530 302	1 870 772
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	628 763	564 910	503 059
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	202 771	149 000	93 032
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	707 692	591 938	413 721
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	4 654 109	4 489 684	4 529 787
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	102 735	95 155	27 145
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	120 204	77 537	76 906
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	67 077	32 062	9 944
81	MINISTERE DE L'URBANISME	208 158	152 522	125 141
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	32 663	11 962	10 376
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	18 799	6 931	7 367
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	456 643	429 102	203 199
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	271 679	268 986	95 219
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	35 846	18 170	10 300
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	39 602	7 056	15 708
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	147 297	67 850	63 317
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	99 783	73 703	50 532
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	48 720	33 622	19 045
95	MINISTERE DU TOURISME	142 890	71 901	62 753
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	201 341	154 212	122 627
TOTAL GENERAL		35 915 114	33 782 027	28 240 376

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 31 décembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	17 536 952	16 814 610	17 629 305
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	119 950	119 950	107 450
02	ASSEMBLEE NATIONALE	10 100 000	10 100 000	10 100 000
03	PRIMATURE	1 131 871	1 100 308	953 030
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	5 000	-	-
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	600 000	600 000	593 503
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	81 000	67 500	62 500
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	112 525	112 525	77 262
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	206 400	206 400	154 800
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	6 278 440	6 278 440	6 060 485
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000	90 000	79 835
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	3 000	3 000	2 250
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	196 300	196 175	189 875
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 207 500	1 112 500	1 117 500
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	280 870	275 719	198 367
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	152 852	152 502	152 502
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	281 875	173 750	125 625
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	323 875	323 875	310 375
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 756 509	1 741 473	2 613 926
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	898 750	868 750	591 690
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	136 875	131 875	126 875
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	18 250	9 125	-
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	531 000	528 000	528 000
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 536 987	2 484 283	2 144 022
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	457 500	457 500	355 000
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	104 500	80 500	97 000
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 399 248	2 356 748	1 400 933
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	555 746	555 746	555 746
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	382 199	375 699	224 568
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	2 058 756	1 935 293	1 631 234
81	MINISTERE DE L'URBANISME	323 269	283 269	142 905
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	48 813	36 000	32 250
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	195 000	195 000	185 087
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	158 499	158 499	158 498
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	3 264 674	3 218 798	2 353 421
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	153 750	140 250	116 250
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	67 080	67 080	55 900
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 080 248	994 580	896 950
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	124 840	121 840	78 920
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	652 255	651 755	550 679
95	MINISTERE DU TOURISME	194 488	180 481	167 825
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	680 000	680 000	605 000
TOTAL GENERAL		57 487 644	55 979 798	53 527 343

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 31 décembre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	45 488	45 488	23 907
02	ASSEMBLEE NATIONALE	10 886	10 886	744
03	PRIMATURE	857 685	857 685	183 220
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	12 948	12 948	5 075
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-	-	
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGE DE LA BONNE GOUV	-	-	
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	73 306	73 306	45 637
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	88 083	88 083	66 463
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	39 991	39 991	16 800
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	9 996	9 996	8 400
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 937 865	1 931 019	1 229 745
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	7 500	7 500	722 640
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	51 968	51 968	16 564
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 669 167	2 669 167	1 877 796
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	13 903	13 903	839
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	3 999	3 999	1 680
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	19 371	19 371	7 201
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	93 534	93 534	
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	166 001	166 001	12 192
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	374 843	374 843	230 949
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	51 926	51 926	26 287
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	-	-	
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	13 998	13 998	11 763
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	85 032	85 032	41 654
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	663 228	663 228	374 206
81	MINISTERE DE L'URBANISME	352 330	352 330	178 824
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	48 866	48 866	25 116
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	6 000	6 000	4 600
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	350 968	350 968	204 000
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	57 597	57 597	27 480
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	-	-	
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	9 996	9 996	4 200
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	349 583	349 583	192 819
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	25 992	25 992	17 642
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	-	-	
95	MINISTERE DU TOURISME	92 696	92 696	50 608
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	124 432	124 432	82 301
TOTAL GENERAL		8 709 177	8 702 331	5 691 352

Exécution Budgétaire à fin décembre 2025
TABEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	47 964 830				4 369 203	4 212 736	3 864 823	17 536 952	16 814 610	17 629 305				21 906 154	21 027 346	21 494 128
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	9 130 756	3 474 634	3 474 127	2 941 049	5 243 300	5 093 072	4 475 880	119 950	119 950	107 450	45 488	45 488	23 907	8 883 372	8 732 636	7 548 286
ASSEMBLEE NATIONALE	10 547 161	213 502	214 794	188 337	155 123	122 153	71 496	10 100 000	10 100 000	10 100 000	10 886	10 886	744	10 479 512	10 447 833	10 360 577
PRIMATURE	4 841 036	1 182 339	1 182 339	919 004	1 824 055	1 787 879	1 368 794	1 131 871	1 100 308	953 030	857 685	857 685	183 220	4 995 951	4 928 212	3 424 048
COUR CONSTITUTIONNELLE	568 143	380 814	380 814	263 095	67 638	45 106	16 047	5 000	-	-	-	-	-	453 452	425 920	279 142
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	729 711	125 117	125 117	102 955	-	-	-	600 000	600 000	593 503	-	-	-	725 117	725 117	696 458
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	273 370	141 360	141 360	118 509	29 563	14 592	15 661	81 000	67 500	62 500	12 948	12 948	5 075	264 871	236 400	201 745
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	238 475	102 805	102 805	92 161	10 315	10 315	3 000	112 525	112 525	77 262	-	-	-	225 645	225 645	172 423
HAUTE COUR DE JUSTICE	23 869	-	-	-	23 868	12 621	19 326	-	-	-	-	-	-	23 868	12 621	19 326
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	478 700	261 672	261 672	213 453	7 215	7 215	-	206 400	206 400	154 800	-	-	-	475 287	475 287	368 253
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	6 278 440	645	645	-	-	-	-	6 278 440	6 278 440	6 060 485	-	-	-	6 279 085	6 279 085	6 060 485
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000	-	-	-	-	-	-	90 000	90 000	79 835	-	-	-	90 000	90 000	79 835
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	1 081 186	393 369	393 369	343 957	218 313	171 831	171 306	3 000	3 000	2 250	73 306	73 306	45 637	687 989	641 507	563 150
MINISTERE DE LA JUSTICE	7 242 376	4 002 331	4 002 331	3 346 901	508 025	468 464	441 349	196 500	196 175	189 875	88 083	88 083	66 463	4 794 739	4 755 053	4 044 588
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	6 088 025	1 439 124	1 438 541	1 273 247	137 658	75 155	53 254	1 207 500	1 112 500	1 117 500	39 991	39 991	16 800	2 824 273	2 666 187	2 460 801
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	5 105 021	4 122 344	3 918 440	3 205 860	835 314	764 995	529 392	280 870	275 719	198 367	9 996	9 996	8 400	5 248 525	4 969 150	3 942 019
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	49 498 661	49 789 834	49 686 208	44 230 829	5 690 109	5 544 375	4 575 774	152 852	152 502	152 502	1 937 865	1 931 019	1 229 745	57 570 659	57 314 103	50 188 850
MINISTERE CHARGE DU DDRR	640 013	249 409	249 409	228 676	101 746	67 188	35 519	281 875	173 750	125 625	7 500	7 500	722 640	640 530	497 847	1 112 460
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	15 626 019	11 529 155	11 529 155	10 342 841	2 817 104	2 794 618	2 147 961	323 875	323 875	310 375	51 968	51 968	16 504	14 722 101	14 699 616	12 817 741
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	20 800 732	4 876 902	4 707 102	4 143 317	2 675 003	2 560 408	2 073 309	1 756 509	1 741 473	2 613 926	2 669 167	2 669 167	1 877 796	11 977 580	11 678 150	10 708 348
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	21 726 169	686 704	681 704	614 008	206 154	114 758	23 788	898 750	868 750	591 690	13 903	13 903	839	1 805 511	1 679 114	1 230 325
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	837 515	643 718	643 718	581 054	79 741	50 822	33 698	136 875	131 875	126 875	3 999	3 999	1 680	864 333	830 413	743 307
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	479 895	458 146	458 044	411 692	72 989	37 119	10 049	18 250	9 125	-	19 371	19 371	7 201	568 756	523 659	428 942
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	30 622 752	14 983 616	14 980 866	14 263 853	2 655 904	2 530 302	1 870 772	531 000	528 000	528 000	93 534	93 534	-	18 264 054	18 132 702	16 662 625
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 726 872	4 853 417	4 853 417	3 936 608	628 763	564 910	503 059	2 536 987	2 484 283	2 144 022	166 001	166 001	12 192	8 185 169	8 068 611	6 595 881
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 397 557	495 439	494 999	445 853	202 771	149 000	93 032	457 500	457 500	355 000	374 843	374 843	230 949	1 530 553	1 476 342	1 124 834
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 600 798	572 923	572 923	513 970	707 692	591 938	413 721	104 500	80 500	97 000	51 926	51 926	26 287	1 437 040	1 297 287	1 050 978
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	30 698 120	4 293 566	4 262 024	3 673 195	4 654 109	4 489 684	4 529 787	2 399 248	2 356 748	1 400 933	-	-	-	11 346 923	11 108 456	9 603 915
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	1 982 001	489 608	489 608	439 845	102 735	95 155	27 145	555 746	555 746	555 746	13 998	13 998	11 763	1 162 088	1 154 508	1 034 499
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	5 025 813	507 298	507 298	456 879	120 204	77 537	76 906	382 199	375 699	224 568	85 032	85 032	41 654	1 094 732	1 045 565	800 007
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	26 669 698	338 348	338 348	304 739	67 077	32 062	9 944	2 058 756	1 935 293	1 631 234	663 228	663 228	374 206	3 127 408	2 968 930	2 320 123
MINISTERE DE L'URBANISME	2 475 546	442 364	442 364	393 786	208 158	152 522	125 141	323 269	283 269	142 905	352 330	352 330	178 824	1 326 121	1 230 485	840 656
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	570 110	579 052	579 052	518 682	32 663	11 962	10 376	48 813	36 000	32 250	48 866	48 866	25 116	709 393	675 880	586 424
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	707 618	381 746	381 746	340 170	18 799	6 931	7 367	195 000	195 000	185 087	6 000	6 000	4 600	601 545	589 677	537 224
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	12 749 025	284 115	284 115	255 880	456 643	429 102	203 199	158 499	158 499	158 498	350 968	350 968	204 000	1 250 225	1 222 684	821 577
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	4 290 340	402 732	402 732	475 759	271 679	268 986	95 219	3 264 674	3 218 798	2 353 421	57 597	57 597	27 480	3 996 682	3 948 113	2 951 879
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	802 205	662 842	662 842	527 518	35 846	18 170	10 300	153 750	140 250	116 250	-	-	-	852 438	821 262	654 068
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	458 981	318 394	318 394	286 320	39 602	7 056	15 708	67 080	67 080	55 900	9 996	9 996	4 200	435 072	402 526	362 128
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	29 463 002	949 974	949 974	835 841	147 297	67 850	63 317	1 080 248	994 580	896 950	349 583	349 583	192 819	2 527 102	2 361 590	1 988 927
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	1 117 453	551 764	551 764	493 083	99 783	73 703	50 532	124 840	121 840	78 920	25 992	25 992	17 642	802 379	773 299	640 177
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	8 763 266	982 375	964 875	884 183	48 720	33 622	19 045	652 255	651 755	550 679	-	-	-	1 683 351	1 650 252	1 453 907
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 057 810	811 411	811 172	733 937	142 890	71 901	62 753	194 488	180 481	167 825	92 696	92 696	50 608	1 241 484	1 156 249	1 015 123
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 914 218	391 818	391 818	345 265	201 341	154 212	122 627	680 000	680 000	605 000	124 432	124 432	-	1 397 591	1 350 463	1 072 892
TOTAL GENERAL	384 383 284	117 366 726	116 831 628	103 686 311	35 915 114	33 782 027	28 240 376	57 487 644	55 979 798	53 527 343	8 709 177	8 702 331	5 609 051	219 478 660	215 295 784	191 063 081